

Les services publics font des progrès...

Tous les services publics interrogés reconnaissent que les personnes pauvres en milieu urbain ont des besoins et des capacités différents et ont se sont engagés (91%) à les servir. Mais, seulement la moitié dispose d'une stratégie en faveur des personnes pauvres ou une équipe orientée vers les questions des pauvres.

91% de services publics offrent différentes options de branchement. Malgré cela les ménages pauvres n'ont pas moyens nécessaires pour bénéficier d'un branchement dont le coût moyen représente 37% du revenu annuel d'une personne qui gagne \$1,25 par jour (voir Figure 2).

...mais doivent être mieux ciblés

Dans plusieurs villes (voir Figure 3), les personnes pauvres paient souvent deux fois plus par litre au kiosque que les utilisateurs qui disposent de branchement privé à domicile. Seulement 1 sur 3 services publics accepte des conditions flexibles de paiement des frais de connexion, et seulement 1 service public sur 2 permet aux personnes pauvres de payer leurs factures d'une manière plus fréquente, à l'instar de la méthode de paiement par seau.

Les différents services publics doivent:

- Développer une stratégie favorable aux personnes pauvres, mener les études de base, fixer des objectifs assortis de délais pour servir les populations non desservies, et mettre en place des équipes spécifiques pour mettre en œuvre des plans d'approvisionnement des personnes pauvres.
- Mettre en œuvre des subventions de branchement pour permettre aux personnes pauvres de bénéficier de tarifs sociaux.
- Améliorer les systèmes de facturation et les rendre plus flexibles, et impliquer les organisations de la société civile dans ces structures de tarification.

WaterAid, WSUP et WOP-Afrique lancent un appel:

- **Aux Gouvernements et bailleurs de fonds** de reconnaître que servir les consommateurs aux revenus faibles est non seulement faisable, mais peut également être réalisé et contribuer aux efforts de développement national.
- **Aux Gouvernements et services publics** d'atteindre les consommateurs de tous les niveaux de revenu à travers une réforme qui vise tous les consommateurs en particulier les personnes pauvres; subventionne branchements et offre l'autonomie fiscale aux administrations décentralisées et services publics pour planifier et régir les finances.
- **Aux services publics à instamment institutionnaliser la prestation des services aux personnes pauvres** par le biais des stratégies spécifiques et des mécanismes de financement destinés à servir les établissements humains informels (zones non loties). Les services publics doivent assumer la direction de prestation de services aux personnes pauvres et conclure des accords de performance avec les autorités nationales ou locales qui reflètent clairement la stratégie favorable aux personnes pauvres à mettre en œuvre.
- **Aux bailleurs de fonds et institutions financières internationales** de développer leurs capacités à répondre au défi urbain; s'assurer que l'aide fournie au profit des services urbains cible tous consommateurs, y compris les personnes pauvres; inciter gouvernements et les services publics qui se sont engagés à renforcer les capacités techniques et de gestion à fournir des services de l'eau équitable pour tous.

Pour plus d'informations concernant cette recherche s'il vous plaît contactez Timeyin Uwejamomere à timeyinuwejamomere@wateraid.org, Doulaye Kone à doulaye.kone@wop-africa.org ou Sam Parker à samparker@wsup.com – www.afwa-hq.org, www.wateraid.org or www.wsup.com

1. <http://web.mit.edu/urbanupgrading/upgrading/case-examples/overview-africa/regional-overview.html>

2. Tiré de UNICEF / OMS PCS, 2008

3. Tiré de UNICEF / OMS PCS, 2008

4. Une discussion complète de ces fonctions essentielles peut être trouvée dans: WaterAid (2010) *Water utilities that work for poor people*

Au service des pauvres en milieu urbain

Les services publics font des progrès, mais doivent être mieux ciblés

Au rythme actuel de croissance, d'ici 2020, la moitié des citoyens africains vivront dans un bidonville et subiront un manque chronique d'eau et d'assainissement.¹

On estime que 192 million de personnes composent un marché inexploité pour l'eau.² 65% des résidents urbains en Afrique subsaharienne paient déjà l'eau, souvent par seau et à des prix exorbitants et demeurent toujours non branchés au réseau.³ Très souvent, les services urbains s'intéressent aux zones les plus riches. Les responsables des politiques et les régulateurs des services publics ont du mal avec la perception institutionnalisée que les personnes pauvres ne sont pas des clients rentables.

Membre de l'Association Africaine de l'Eau (AAE), le Partenariat des Opérateurs du Secteur de l'Eau (WOP) programme pour l'Afrique vise à inspirer les services publics africains à intégrer et améliorer les services équitables en eau et assainissement.

Cette publication soutient les travaux du Comité Scientifique et Technique de l'AAE en matière d'amélioration équitable des services en eau et assainissement. Sa publication coïncide avec le 15e Congrès International de l'Eau de l'AAE pour stimuler les discussions sur la tendance de plus en plus grandissante vers les services de l'eau en faveur des personnes pauvres. Cette publication est un effort conjoint impliquant WSUP (Eau et Assainissement pour les Pauvres Urbains) et WaterAid.

Figure 1 : Caractéristiques de services publics pro-pauvres

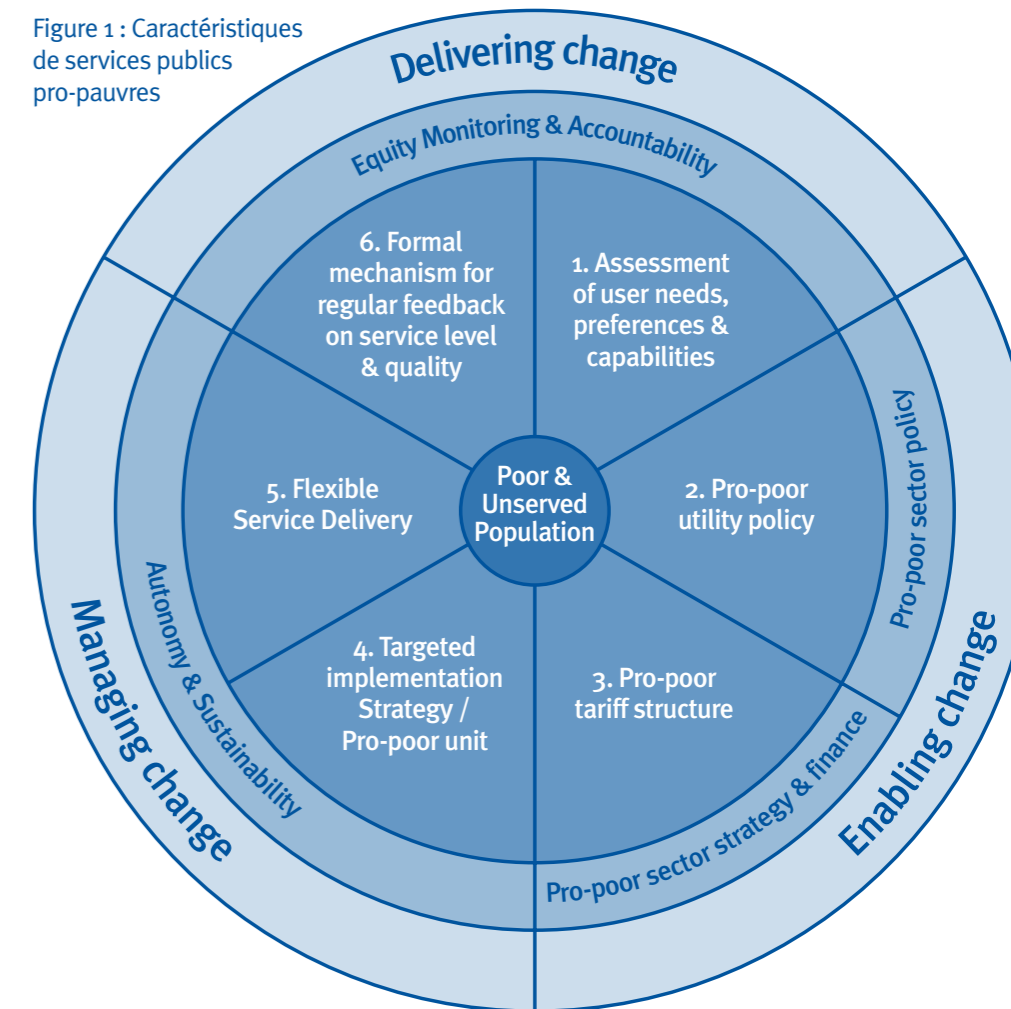


Tableau 1 : Grille d'auto-évaluation des politiques pro-pauvres des services publics africains

Ce tableau analyse douze services publics africains, basée sur six caractéristiques principales (voir figure 1) existant entre les services publics pro-pauvres, avec un questionnaire d'auto-évaluation.⁴ L'existence de toutes les fonctionnalités ne garantit pas un service pro-pauvres, et chaque fonctionnalité est soumise à des facteurs contextuels plus vastes.

0 = non
1 = presque
2 = oui

	Afrique de l'Est				Afrique australe					Afrique de l'Ouest			Total
	Kenya NWC, Nairobi	Rwanda RWASCO, Kigali	Tanzanie DAWASCO, Dar es Salaam	Ouganda NWSC, Kampala	Madagascar JIRAMA, Antananarivo	Malawi Lilongwe Water Board	Mozambique AdeM, Maputo	Afrique du Sud Johannesburg Water	Zambie LWSC, Lusaka	Burkina Faso ONEA	Mali EDM, Bamako	Nigéria Jigawa Water Board	
1 Est-ce que le service public reconnaît que leurs clients pauvres ont des besoins et des capacités différents des autres?	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24
2 Une enquête de base a-t-elle été réalisée dans la zone de service concernée pour identifier et distinguer les besoins des usagers?	1	0	0	1	2	2	2	0	2	2	1	1	14
3 Perçoit-t-on un engagement à cibler les personnes pauvres non desservies dans les zones conernées?	2	2	1	2	2	2	2	2	2	2	1	2	22
4 Le service public dispose-t-il d'une stratégie en faveur des pauvres?	2	0	1	2	1	1	2	2	2	1	2	1	17
5 La stratégie du service public comporte-t-elle des objectifs assortis de délais précis pour étendre les services aux zones non desservies?	0	0	0	2	2	1	2	2	1	1	1	2	14
6 Existe-t-il au sein du service public une équipe chargée de l'exécution d'un plan d'extension des service aux zones non desservies?	2	1	1	2	2	1	2	2	2	2	0	0	17
7 Existe t il différentes options de connexion (banchement)? (Par exemple dans le ménage / la cour / la rue)	2	2	2	2	2	2	2	2	1	2	1	2	22
8 Peut-on payer frais de connexion a tempéramment (sur une période de temps donnée)?	0	2	0	1	2	0	2	2	0	0	0	0	9
9 Le système de facturation est-il flexible, en proposant à l'usager des options de facturation pour des périodes plus courtes?	0	2	1	1	0	2	0	2	1	2	0	2	13
10 Le système de tarification est-il équitable en traitant différemment les usagers en situation économique difficile?	2	2	0	2	2	2	2	2	2	2	2	2	22
11 Les connexions sont-ils subventionnés ?	0	0	1	1	1	0	0	2	1	2	0	2	10
12 Le système tarifaire prévoit il une subvention de la consommation?	1	0	1	1	2	0	2	2	1	2	2	2	16
13 Le système tarifaire encourage-t-il la vente détaillée de l'eau?	1	0	1	1	2	2	0	0	0	0	1	1	9
14 Les usagers ou des OSC sont -ils représentées dans la commission du service public en charge de la fixation des prix ?	1	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	2	6
Le service public fournit-il des branchements d'égout ?	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	
Si oui, quel pourcentage est également fournis avec branchement d'égout ?	35	n/a	7	8	n/a	n/a	15	80	3	n/a	n/a	n/a	
% population urbaine (nationale) fourni de l'eau courante à domicile (PCS 2008)	47	22	45	11	14	28	17	84	41	27	22	7	
% population vivant sous le seuil de pauvreté (moins de \$1,25 par jour, UNRMDH 2009)	20	77	89	52	68	74	75	26	64	57	51	75	

Figure 2: Coût d'un branchement comme % du revenu annuel de quelqu'un qui gagne 1,25 \$ par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA)

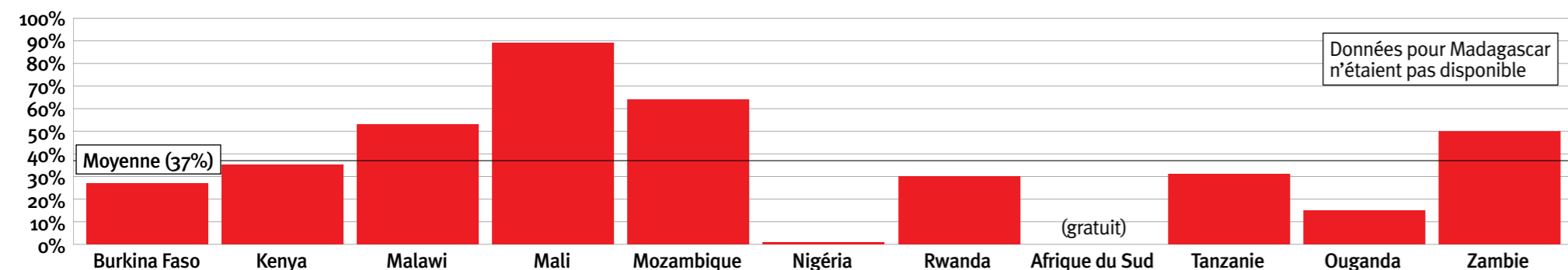


Figure 3: % plus payé par litre acheté d'un kiosque / vendeur au lieu d'un branchement

